

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 924

Artikel: Le renouveau de la Suisse
Autor: Longet, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018364>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le renouveau de la Suisse

On le constate fortement ces temps-ci: le fait que cette mini-Europe qu'est la Suisse voie autour d'elle l'Europe se faire sans elle donne un coup d'accélérateur au malaise larvé qui couve depuis les années 60 (le «malaise helvétique»), et en fait une véritable crise d'identité.

En réalité, toutes les critiques faites à l'Europe de la CE — Europe de technocrates, sans âme, niveleuse, etc — peuvent se ramener à un seul et unique constat: il faut dépasser l'Europe économique par le passage à l'Europe politique. Rester en arrière, ou chercher à ne prendre de l'Europe que ce qui nous (nous = les milieux économiques, et les partis qui leur sont proches) arrange, sous le prétexte que nous sommes «différents», c'est à coup sûr accélérer le processus qui pourra, on ne peut l'exclure, aller jusqu'à l'écèlement du pays. La revendication indépendantiste genevoise est ici un signe à prendre très au sérieux.

Europe politique et Europe géographique

L'Europe politique, on en parle depuis 40 ans. Mais jamais, semble-t-il, on a été si près d'une dynamique continentale. La chance sans précédent de la conjonction de l'union plus forte des Douze et de mouvements apparemment irréversibles, du moins nous l'espérons, à l'Est, doit être saisie. Pour la première fois depuis 40 ans, l'Europe politique peut entrevoir un jour de recouvrir l'Europe géographique, «de l'Atlantique à l'Oural».

Cette chance historique, elle devrait nous inspirer, nous enthousiasmer, et non nous faire peur.

Peur de quoi, en effet? Rester en-dehors est une pure illusion. Nous pouvons certes formellement rester non membres de la CE. Mais le droit communautaire s'imposera toujours plus à nous. D'ailleurs les milieux économiques l'ont bien compris, qui pratiquent l'intégration tacite par anticipation, ce qui est le contraire même d'une démarche politique, qui suppose mise en commun de volontés, débat interne et débat avec les

partenaires. Avec cette politique, nous n'aurons que les inconvénients de l'intégration, et aucun des avantages, et surtout pas les progrès matériels que le droit communautaire pourrait apporter dans divers domaines (protection sociale ou des consommateurs); quant aux avantages ou aux avancées de notre propre pays (politique des transports, de l'environnement), nos milieux économiques appellent l'intégration passive à l'Europe de leurs vœux. On les comprend. On les a vus à l'œuvre avec la Charte sociale. Mais ce n'est pas de cette Europe-là que nous voulons. Et ce n'est pas cette intégration-là qui mobilisera les citoyens; la crise d'identité n'en sera qu'amplifiée.

Pour une Europe des régions

Par rapport à l'Europe politique, il me semble que nous sommes quelque part là où en étaient nos prédécesseurs en 1848, quand il fallait changer ou disparaître: à un moment donné, les jours d'une vieille Suisse figée et oublieuse de ses valeurs constitutives seront comptés comme étaient comptés en 1848 les jours de la vieille Confédération d'Etats.

Qu'avons-nous à craindre? La doctrine officielle oppose à l'adhésion à la CE la neutralité (active et solidaire ajoutons-nous), la démocratie directe, le fédéralisme. Mais ne sont-ce pas précisément ces valeurs-là qui devraient appeler notre participation pleine et entière à la construction européenne? Il serait, me semble-t-il, très souhaitable que l'Europe soit neutre — mais solidaire des droits de l'homme et des peuples — et qu'elle connaisse la démocratie directe et le fédéralisme. Bien sûr ce serait faux de penser qu'il nous incombe de présenter ces valeurs sur un plateau à l'Europe comme signe d'une qualité politique supérieure. Il s'agit de renforcer ceux qui en Europe se battent pour cela, et de les soutenir, autrement dit de jeter dans la balance de la construction politique européenne notre propre histoire.

L'analyse des institutions européennes montre un exécutif fort, avec un contrôle parlementaire des plus limités, et

pas de contrôle populaire du tout. L'Europe actuelle est effectivement l'Europe des technocrates: les décisions sont prises entre représentants des administrations et des exécutifs. Entrer dans cette Europe-là, non, mais négocier notre participation à la construction de l'Europe politique, d'une Europe non des Etats ni des patries, mais des régions, d'une Europe respectueuse de ses différences, d'une Europe démocratique, d'une Europe véritable Etat fédéral.

Notre identité n'est pas nationale, ou ethnique, elle est politique: la Suisse, c'est tout simplement la volonté que manifestent 26 Etats, quatre langues, deux confessions, de vivre ensemble. L'Europe unie politique, ce n'est pas autre chose: le dépassement de l'Etat-nation, des clivages linguistiques et confessionnels; la Suisse comme l'Europe sont fondées sur la même affirmation politique.

Le reconnaître et agir en conséquence, n'est-ce pas la meilleure façon que nous pourrions avoir de fêter le 700^e anniversaire de notre existence en tant qu'entité politique?

René Longet

La création de *Vous*, comme supplément de plusieurs quotidiens, marque une étape dans la commercialisation de la presse en Suisse romande. C'est aussi une étape pour *Bouquet*, fondé au cours de la dernière guerre, quand la presse étrangère faisait défaut dans nos kiosques.

ECHOS DES MEDIAS

Le *Nouvelliste* (VS) n'a pas attendu de disposer d'installations plus «performantes» pour opérer une transformation douce de sa présentation. Le sport apparaît à la première place. Volonté de plaire à la génération montante, probablement.

La concurrence est dure entre les quotidiens bernois. Pour répondre à la publication d'un magazine d'origine zurichoise dans la *Berner Zeitung*, le *Bund* lance aussi un magazine hebdomadaire baptisé *Berner Woche*. Ce titre était autrefois utilisé par une publication illustrée qui a disparu en 1948.